

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Wiarda, Howard J. *Corporation and National Development in Latin America*. Boulder (Col.), Westview Press, 1981, 400 p.

par Claude Morin

*Études internationales*, vol. 13, n° 2, 1982, p. 398-400.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701372ar>

DOI: 10.7202/701372ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

politiquement et économiquement en train de devenir des puissances.

Or, c'est cette leçon qui ressort du livre de Selcher et de la documentation exceptionnelle qu'il réunit. R.M. Schneider rappelle l'idée qu'on se faisait à Washington des projets du président Kubitschek vers la fin des années 50. Personne ne saurait dire alors que le Brésil allait conquérir une place de choix dans le continent américain et se donner une image de grandeur internationale que les faits semblent confirmer. Les ressources industrielles sont considérables et la capacité d'expansion économique en termes classiques fait l'envie de certains pays hautement industrialisés. Cela certes ne fait pas du Brésil une puissance comparable aux USA ou à l'URSS. Il reste cependant qu'une analyse statistique démontre que certains indices laissent croire à l'existence d'une poussée industrielle importante qui ne ralentira pas de sitôt (pp. 25-122).

Cette expansion industrielle a obligé le Brésil des militaires à établir des liens plus étroits et durables avec ses voisins de l'Amérique espagnole. C'est un fait nouveau et de profondes conséquences pour le Continent. Depuis cinq ans, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Pérou ont envoyé leurs présidents au Brésil ou ont accueilli le président brésilien. Deux excellentes études du livre édité par Selcher dues à R.D. Bond, à C.J. Moneta et à R. Wichmann se chargent de dégager l'histoire et l'importance de ces échanges diplomatiques (pp. 123-180). D'après ces auteurs, le Brésil des années 70 est résolument tourné vers les pays latins du continent et tient à garder, dans le domaine des relations continentales, une place de choix. Cela explique le souci d'établir sur des bases juridiques fermes les rapports bilatéraux et les échanges diplomatiques scellés par la signature des présidents des républiques.

Non moins importants sont les travaux que le livre consacre aux relations que le Brésil entretient aujourd'hui avec l'Allemagne Fédérale. D'après W. Grabendorff elles peuvent être envisagées comme des relations-modèles entre les pays industrialisés avancés et le Tiers-Monde (pp. 181-200). L'étude de A. Dzidzienyo et J.M. Turner est consacrée

aux efforts brésiliens de prendre place parmi les pays qui jouent un rôle économique et politique dans le continent africain. Par leurs traditions, les anciennes colonies portugaises ont facilité l'entrée du Brésil (pp. 201-218). Enfin, les dernières pages du livre de Selcher traitent des forces politiques moyennes dans le système international dont le Brésil et l'Inde sont un exemple (pp. 219-247).

Henrique URBANO

*Département de sociologie  
Université Laval*

WIARDA, Howard J. *Corporatism and National Development in Latin America*. Boulder (Col.), Westview Press, 1981, 400 p.

Le corporatisme aurait-il trouvé en Amérique latine sa terre d'élection ? Certains travaux récents (Malloy, Erickson, Pike-Stritch, Schmitter, etc.) le placent au coeur de leurs interrogations. Que d'études sur l'Amérique latine signalent sa persistance ou sa résurgence. De tous ceux qui ont écrit sur le corporatisme latino-américain, H.J. Wiarda est sans doute le plus prolifique et le plus constant. Depuis une quinzaine d'années son oeuvre, forte d'une cinquantaine de titres, se confond presque avec ce thème. Voici réunies en un volume ses contributions les plus substantielles, dont son article sur le « modèle corporatiste » (1973), sorte de manifeste que viendront étayer ou corriger des études de cas consacrées surtout à la République dominicaine, au Brésil, à l'Espagne et au Portugal. L'auteur a su, au moyen de retouches, d'ajouts et d'introductions, éliminer les redites et lier en un tout assez cohérent dix-huit pièces distinctes.

Deux préoccupations majeures me paraissent parcourir l'ouvrage. Wiarda pourchasse avec bonheur l'ethnocentrisme qui imprègne les travaux nord-américains sur l'Amérique latine. Il fustige cette tendance à interpréter les réalités du sud à travers le prisme des valeurs et des traditions du nord. Avec la démocratie U.S. pour étalon, on dénonce le personna-

lisme, le caudillisme, la prépondérance présidentielle; on scrute les partis, le parlementarisme, les tribunaux; on parle d'une « pathologie de la démocratie »; on réduit l'histoire à une « lutte pour la démocratie ». Les sociétés d'Amérique latine sont qualifiées de « dysfonctionnelles » si l'application de recettes U.S. (réforme agraire, contraception) produit des effets aberrants. L'auteur démontre le caractère partial des critères par lesquels R.H. Fitzgibbon prétend mesurer les progrès de la démocratie en Amérique latine (pp. 140-147). La démocratie et les droits de l'homme n'y auraient pas la même acception parce qu'ils ne renvoient pas aux mêmes réalités ni aux mêmes traditions; les droits individuels y sont subordonnés aux droits des groupes (*fueros*) et au « bien commun » (unité nationale); l'État n'y est pas un mal comme dans la tradition lockienne. Les institutions et pratiques politiques doivent être abordées dans leur contexte sans référence à un modèle universel qui s'avère dérivé de l'expérience singulière des États-Unis.

Or, selon Wiarda, l'Amérique latine possède son propre « modèle de développement ». Le corporatisme y serait ce que le libéralisme a été pour les États-Unis: le cadre politico-culturel et institutionnel de l'organisation sociale et politique (p. XII). Il constituerait une tentative pour découvrir une « troisième voie » en accord – plutôt qu'en rupture – avec les réalités et les traditions régionales. L'ouvrage fait une large place aux manifestations coloniales et ibériques d'une tradition corporatiste qui s'épanouira au XX<sup>e</sup> siècle en une idéologie et en un système, de part et d'autre de l'Atlantique, en réponse à de nouveaux défis, mais suivant un mécanisme éprouvé: la cooptation autoritaire par l'élite, sous égide étatique, des groupes constestataires. Si le corporatisme ne s'oppose pas au développement, il cherche à neutraliser son potentiel révolutionnaire au moyen d'une adaptation graduelle qui préserve les solidarités verticales, les hiérarchies, les privilèges, à travers l'absorption contrôlée des « secteurs » mobilisés par le développement. La solution corporatiste n'est cependant viable que si elle demeure malléable; se crispe-t-elle qu'elle se condamne et débouche sur une désintégration

nationale (cf. chap. 13 et 15 sur les régimes trujilliste et salazariste). Le corporatisme peut donc être « progressiste » (v.g. le Portugal entre 1933 et 1945, le Pérou après 1968) ou « rétrograde » (v.g. le syndicalisme catholique brésilien depuis 1950).

Cette réhabilitation du corporatisme fait problème. Certes Wiarda lève l'hypothèque fasciste. Il convient en outre d'apprécier la constance qu'il met à comprendre l'Amérique latine à l'aide d'une grille inspirée d'un décodage des forces profondes, par opposition au placage trop courant de modèles exogènes. Je ne puis toutefois le suivre quand il défend non plus l'utilité du concept – au point d'en faire un paradigme (chap. 7) – mais l'adéquation de la solution (au nom de la continuité) et qu'il invite les États-Unis à en tenir compte dans leur politique étrangère.

N'y a-t-il pas contradiction à soutenir l'idée d'un « modèle de développement spécifiquement ibéro-latin », apparemment fondé sur un « corporatisme naturel » propre au monde ibérique – que je soupçonne commun aux sociétés d'ordres, sauf que celles-ci se sont maintenues plus longtemps en Ibérie en raison du retard économique – et à parler de corporatisme (dans sa variante « sociétale ») pour les États-Unis ou Cuba (version « syndicaliste »)? Pour tout dire, toutes les sociétés évolueraient vers le corporatisme. Cet essai comparatif aboutit à dissoudre les différences au niveau des États (le grand absent de cette analyse), à confondre des éléments de forme avec le contenu, à ranger sous une même étiquette a) un mode d'agencement des rapports politiques propre aux sociétés tard venues au capitalisme et par lequel les structures précapitalistes encore fortes s'adaptent; b) une vision du monde qui exprime la nostalgie pour une société où chacun était à sa place; c) le gigantisme et l'interventionnisme étatique. Le succès et la durabilité de la formule corporatiste ne dépendraient-ils pas de formes de convivance (l'influence températrice d'une morale politique) que porte la société civile?

Wiarda pratique l'eclectisme, sans doute à l'image d'une Amérique latine qu'il définit comme un « enchevêtrement », un « musée

vivant », où se mêlent les traits corporatistes, libéraux et socialistes. Le corporatisme est une troisième voie qui n'exclut pas les deux autres ; son paradigme est qualifié d'« outil heuristique » complémentaire de la perspective libérale du consensus et de la perspective conflictuelle ; le mercantilisme serait le pendant économique du corporatisme, sorte de moyen terme entre le libéralisme et l'étatisme - c'est d'ailleurs la seule incursion, pas très heureuse, dans l'économie. Décidément, l'auteur affectionne les positions intermédiaires.

Somme toute, ce livre charrie des conceptions discutables qui ne risquent pas, en raison de la confusion qui les enveloppent, de passer à la postérité. L'évocation de l'odyssée politico-intellectuelle de l'auteur par laquelle s'ouvre l'ouvrage n'en paraît que plus prétentieuse, quoiqu'instructive. Deux chapitres m'apparaissent de belle venue : celui sur les partis en Espagne et au Portugal, non décisifs dans le système politique ; celui sur la persistance du corporatisme portugais. Autrement, l'essentiel tient dans la conclusion qu'apprécieront tous les intéressés, quelle que soit leur conception du corporatisme.

Claude MORIN

Département d'histoire  
Université de Montréal

## MOYEN-ORIENT

HERADSTVEIT, Daniel. *the Arab Israeli Conflict: Psychological Obstacles to Peace*. Irvington (N.Y.). Universitetsforlaget - Columbia University Press, 1979, 234 p.

L'étude de Daniel Heradstveit est un de ces livres qui laisse le lecteur avec des impressions contradictoires : admiration pour la masse de travail fournie, déception devant les résultats.

Comme le titre l'indique, l'auteur veut faire avancer la cause de la paix en éliminant les obstacles psychologiques. Le fil directeur

de tout l'ouvrage est que les croyances (beliefs) constituent des systèmes, que quelques croyances occupent une place centrale dans le système et déterminent largement le traitement de l'information et le choix politique. Les croyances fondamentales sont les plus stables. Dans la perception de ce qui motive l'adversaire, nous surestimons ses caractéristiques et ses motifs permanents (« dispositional »), dans la perception de nos propres motivations nous insistons sur les pressions et les contraintes de l'environnement (« situational »).

Si le but de l'Institut norvégien des affaires internationales est moins d'insister sur les causes du conflit arabo-israélien que sur les obstacles à la paix, y compris, les obstacles psychologiques, quoi de plus noble qu'une étude des perceptions que se font les élites arabes et israéliennes d'elles-mêmes, de leurs adversaires et du changement ? L'étude aidera ces élites à accepter un compromis.

Hélas, la réalité est plus coriace. La bonne volonté évidente du chercheur, son désir d'être neutre le conduisent à considérer le conflit israélo-arabe comme une banale dispute entre pays ennemis où un minimum de « bons offices » amènera une détente puis la paix.

Or ce conflit ne porte pas sur des frontières mais sur l'existence même d'un État non arabe au Moyen-Orient ; il ne met pas aux prises deux pays mais plusieurs sans oublier des mouvements non-étatiques ; il porte moins sur la création d'un nouvel État arabe que sur la disparition du seul État juif ; bref on est loin de ces petits conflits limités où la bonne volonté peut aider à rapprocher les adversaires.

L'auteur a choisi d'oublier cet aspect du problème et de se concentrer sur les perceptions des élites en situation de conflit ordinaire. Il a également choisi délibérément de ne tenir compte que de la tendance générale au sein des élites et d'omettre les groupes marginaux même importants. Il ne retient que les politiciens actifs, les fonctionnaires des Affaires étrangères, les professeurs et les étudiants, les éditeurs et les journalistes, les leaders de l'OLP et d'autres groupes palestiniens. En tant qu'ancien étudiant et qu'actuel professeur vi-